

**Une chaise réquisitionnée à la BNP par Attac**  
**s'invite à la Direction des Finances Publiques de Paris**  
**lors du Comité Technique Local (CTL) sur le Contrôle fiscal**

Paris le 17 juin 2015



**Lors du Comité Technique Local du 16 juin sur le Contrôle Fiscal, Solidaires Finances Publiques Paris a lu sa déclaration liminaire ([www.solidairesfinancespubliques.info/75/](http://www.solidairesfinancespubliques.info/75/)) sur une chaise réquisitionnée par les militantEs d'Attac à la banque BNP Paribas**

*« Plus de 3 mois après à la réquisition citoyenne de chaises effectuée par les militantEs d'Attac dans l'agence BNP Paribas du boulevard Voltaire à Paris, la banque a finalement osé porter plainte pour «vol en réunion» contre Thomas Coutrot, porte-parole d'Attac. Jusqu'où la principale banque française, qui détient pas moins de 170 filiales dans les paradis fiscaux, s'enfoncera-t-elle dans le ridicule et le déshonneur ?*

*Entendu par la police le 10 juin pour «vol en réunion» sur plainte de BNP Paribas, Thomas Coutrot a réfuté cette accusation. Il a rappelé aux enquêteurs que voler, c'est s'approprier le bien d'autrui. Or Attac est tout disposé à restituer les chaises de BNP Paribas dès que la banque annoncera la fermeture de ses 7 filiales aux Îles Caïmans. En outre, Attac ne dispose pas des chaises pour son bénéfice propre puisqu'elles circulent au sein d'une chaîne d'usage et de solidarité.»*

*Les banques sont lourdement engagées dans l'organisation industrielle de l'évasion fiscale. Les scandales HSBC et UBS, révélés par de courageux lanceurs et lanceuses d'alerte, ne sont que la partie visible de l'iceberg. Depuis 18 mois, dans le cadre de sa campagne «[les Requins](#)» contre les banques et les multinationales prédatrices, Attac demande sans succès à BNP Paribas de fermer ses filiales aux Caïmans. Pour quelle autre raison que l'évasion fiscale la plus grande banque française dispose-t-elle de 29 filiales au Luxembourg, 10 à Hong-Kong, 7 en Suisse, 7 à Singapour et 7 aux Îles Caïmans ? Plutôt que de diligenter la police et la justice contre les militantEs, les pouvoirs publics feraient mieux de mettre un terme à cette situation intolérable. L'évasion fiscale coûte de 60 à 80 milliards d'euros par an au budget de l'Etat. Les timides mesures de régularisation des comptes en Suisse (rapport : 2 milliards par an) ne permettent d'en récupérer qu'une petite partie. »*

**Solidaires Finances Publiques Paris soutient pleinement la campagne d'Attac pour la fin des Paradis fiscaux et judiciaires, et affirme « nous sommes toutes et tous des faucheurs de chaises BNP et HSBC ».**

Solidaires Finances Publiques dénonce les suppressions d'emplois à la DGFIP qui réduisent d'autant les moyens pour lutter contre la Fraude Fiscale et recouvrer les sommes dues. Plus de 20 000 emplois ont été supprimés en 10 ans.

Pour exemple, lors de cette réunion le Directeur parisien, M Parini, a constaté sans s'émouvoir la baisse du montant du contrôle des particuliers : -50 millions d'euros en 2014, «logique» selon lui au vu de la baisse des effectifs.

